

ÉCONOMIE & POLITIQUE | BELGIQUE

TRANSPARENCY INTERNATIONAL ACCOMPAGNE DES FONCTIONNAIRES WALLONS ET BRUXELLOIS

Déjouer la corruption, ça s'apprend !

FOCUS

Une cinquantaine de hauts et moins hauts fonctionnaires régionaux wallons et bruxellois ont travaillé, mardi, à prévenir la corruption dans les marchés publics qu'ils supervisent. L'invitation leur avait été lancée, comme elle le sera dans quelques mois aux fonctionnaires flamands, par Transparency International et sa section belge en particulier (TIB), en prise sur ce combat depuis 1995. S'ils n'étaient que cinquante, c'est faute de place... Transparency ne roule pas sur l'or et est hébergé par l'Institut des réviseurs. Hors implication de deux temps pleins, l'ONG se développe à coup de bénévolat, guidée de la force de conviction de hauts fonctionnaires, en fin de carrière souvent, mais d'autant plus déterminés à perpétuer leurs aspirations d'intégrité, en

connaissance de cause.

« Les besoins sont flagrants, on a dû refuser du monde », confirme Marc Oostens, directeur honoraire à la Commission européenne et coordinateur de ce programme. Les intervenants ont été triés sur le volet : directeur général d'administration des pouvoirs locaux, auditeur à la DG Emploi, directeur à la Commission, inspecteurs des finances, avocat général près la Cour d'appel, coordinateur des réseaux d'expertise en matière de corruption, etc...

De quoi rafraîchir la mémoire des règles d'or en matière de marchés publics, comprendre les processus de corruption du point de vue de l'entreprise, et de l'adjudicateur, repérer les risques de corruption au long des procédures, comprendre le contrôle des fonds structurels en Belgique et rappeler les obligations d'information prévues par le code d'instruction criminelle...

Est-ce à dire que la gouvernance publique s'en portera mieux ?

Ce genre de manifestation est en tout cas essentiel pour orienter les stratégies de l'ONG. « Une participante m'a interpellée, indignée en m'expliquant que dans son service, la règle empêchait toute sanction. Parce que la corruption y est à ce point généralisée que tout le monde s'en trouverait menacé. Ça devra inspirer un travail de fond à notre niveau », explique Chantal Hébette, présidente de TIB. Transparency International se dit en tout cas persuadée de l'impact dissuasif du baromètre, le National Integrity System (NIS) qui surveille l'évolution du phénomène et qu'elle publie chaque année. Des progrès sont possibles, quand on sait que tout fonctionnaire pressenti fraudeur en Belgique court se syndiquer, alors qu'un syndicat allemand l'exclurait d'office.

Transparency souligne surtout

l'effet d'entraînement vertueux, sur la Fonction publique en général, d'un bon fonctionnement des programmes d'aide européens, les plus généreux.

L'organisation de la journée était d'ailleurs cofinancée par l'Organisation de lutte anti-fraude (LAF). Cocasse : LAF tire elle-même l'essentiel de ses moyens d'une part de l'indemnité de près d'un milliard d'euros convenue au terme d'un récent litige entre la Commission européenne et Philip Morris. La commission accusait le cigarettier US de complicité de contrebande pour un tiers de sa production, arguant de ce qu'il ne pouvait ignorer une fraude de pareille ampleur. L'accord continuant à produire ses effets, LAF continue à y puiser, en toute indépendance ses moyens de subsistance. En l'occurrence, le braconnier nourrit toujours le garde-chasse. Un moindre mal ? ■

Gérard Guillaume